


Revue de presse 2021-2022






N°17

18 octobre au 1^{er} novembre 2021










Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse
Les articles sont développés dans les pages suivantes

Les titres de la presse






Armement

-  1. Si Berlin abandonne le Tigre MK3, la France ne pourrait moderniser qu'une partie de ses hélicoptères d'attaque
-  2. Lancement réussi du satellite de télécommunications militaires Syracuse 4A
-  3. Missiles hypersoniques chinois : les États-Unis reconnaissent leur surprise



International

-  4. Turkey and West climb down from brink of biggest diplomacy crisis
-  5. L'Asean en sommet, sans la Birmanie
-  6. Les Soudanais refusent le coup d'État dans la rue, la communauté internationale fait pression
-  7. La France et le Luxembourg signent un nouvel accord-cadre sur la coopération spatiale
-  8. Ouzbékistan, le président réélu sans surprise
-  9. Coup d'État au Soudan: résolution unanime adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU
-  10. En Afghanistan, les talibans expulsent de force les Hazaras de leurs terres
-  11. Taïwan : les Etats-Unis augmentent leur soutien à l'île dans le cadre de la rivalité avec la Chine
-  12. Crise diplomatique entre Riyad et Beyrouth: réactions mitigées des dirigeants libanais

Opérationnel

-  13. Yémen: derrière l'offensive des rebelles à Marib, une guerre de plus en plus complexe
-  14. La Lituanie va s'engager dans la TF Takuba
-  15. Des navires de guerre chinois et russes naviguent autour du Japon
-  16. Une base américaine située dans le sud de la Syrie a été la cible d'une attaque « coordonnée »
-  17. Syrie: l'aviation russe attaque des positions jihadistes et pro-turques au sud d'Idleb

Technologie

-  18. Milipol PARIS 2021 : le rendez-vous de la sécurité
-  19. Florence Parly présente la doctrine militaire de lutte informatique d'influence

Armement

1. Les programmes d'armement en coopération avec l'Allemagne sont rendus de plus en plus difficiles. Pour le Maritime Airborne Warfare System (MAWS), ce nouveau moyen de patrouille maritime est à l'arrêt et semble torpillé par la commande d'avions P8-A Poseidon de Boeing. De même, le Main Ground Combat System (MGCS) pour le char du futur semble au point mort. Si le Système de combat aérien futur (SCAF) commence à être en bonne voie malgré la concurrence britannique du Tempest, la modernisation à mi-vie de l'hélicoptère Tigre d'Airbus Helicopter, partagé entre France et Allemagne, est à l'arrêt. Le standard MK3 est au stade de réflexion depuis 2018 mais l'Allemagne, au vu de la disponibilité limitée de ses hélicoptères, s'est à ce jour retiré du projet, laissant la France et l'Espagne poursuivre les efforts. Les deux pays ont tout de même laissé la possibilité à l'Allemagne de réintégrer dans les six mois le programme. Ce programme est en effet particulièrement important pour la France, au vu des engagements de ces hélicoptères au sein de l'opération Barkhane.
2. Le programme Système de radiocommunication utilisant un satellite ou Syracuse, lancé initialement dans les années 1980, a connu trois générations de satellites. La dernière en date, Syracuse III, a permis l'envoi en 2005 et 2006 de deux satellites, complétés par le satellite franco-italien Sicral 2 en 2015. L'objectif opérationnel est de permettre des communications longues au sein des armées et donc la conduite des opérations. La nouvelle génération, Syracuse IV, a connu son premier lancement depuis le centre spatial guyanais français. Le nouveau satellite est issu d'une commande de 2015 de la Direction générale de l'armement (DGA) auprès de Thalès Alenia Space et Airbus Defence & Space, pour un coût total du programme montant à 3,6 milliards d'euros. Il inclut une meilleure protection dans le domaine de la guerre électronique et un meilleur débit. Ce lancement est évidemment complémentaire du renouvellement des stations sol au sein des trois armées, incluant les véhicules du programme Scorpion, les sous-marins Scorpène et même l'avion-ravitailleur MRTT Phénix. Ce lancement fait suite à la mise en place du Commandement de l'Espace en 2019 mais aussi face à des puissances plus assertives dans le domaine spatial comme la Russie et la Chine.
3. Dans le courant de l'été, Pékin a procédé à deux essais de missiles hypersoniques à capacité nucléaire qui pourraient échapper aux systèmes de défense américains. Le chef d'état-major des armées américaines a reconnu le 27 octobre, qu'il s'agissait d'un « événement très significatif », comparable au lancement du satellite Spoutnik en 1957. Ces essais, révélés le 16 octobre par le Financial Times, n'avaient suscité aucune réaction officielle de la part de l'administration Biden. Le général Mark A. Milley avait admis au cours d'un entretien sur Bloomberg Television, que ces essais constituaient « un événement technologique très significatif » qui « retient toute [leur] attention ». Même si le New York Times rappelle que les missiles hypersoniques datent des années 1960, l'enjeu actuel réside dans le fait que la Chine ait réuni deux technologies : « un missile capable de se mettre en orbite associé à un planeur hypersonique pouvant changer de trajectoire et manœuvrer de manière à rendre inefficaces tous les systèmes de défense antimissiles américains. »

International (1/3)

- 4. Une nouvelle montée des tensions a été désamorcée le 26 octobre entre la Turquie et 10 pays occidentaux (dont la France, les Etats-Unis et l'Allemagne). Le 18 octobre, les ambassadeurs de ces pays ont appelé à la libération d'Osman Kavala, opposant au régime d'Erdogan et emprisonné depuis 4 ans. Après avoir menacé d'expulsion les dix ambassadeurs et suite à un communiqué de désescalade, Erdogan suit lui aussi le chemin de l'apaisement juste avant le sommet du G20.
- 5. Fondée en 1967, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ou ASEAN réunit à ce jour 10 pays de la région sur des questions politiques, économiques ou encore sécuritaires. Elle travaille notamment avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud au sein du format ASEAN+3 et a signé en 2019 un important programme de libre-échange, le partenariat régional économique global, avec l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Le 38e sommet s'est tenu à la fin du mois d'octobre : la Birmanie a été exclue de cette rencontre, faisant suite au coup d'état militaire de février 2021. Une décision qui fait date.
- 6. Tandis que les manifestants scandent dans la nuit du lundi 25 octobre « Les balles ne tuent pas. Ce qui tue, c'est le silence imposé au peuple ! », le bilan provisoire de la répression militaire se dresse : sept morts, 140 blessés. Depuis ce jour et l'arrestation des ministres et membres civils du Conseil de Souveraineté coordonnée par le général Abdel Fattah al-Burhane, le Soudan se trouve être le centre de l'attention de la communauté internationale. Le Conseil de Sécurité de l'ONU a tenu mardi 26 octobre une réunion d'urgence à huit clos à l'issue de laquelle Antonio Guterres réclame la libération immédiate du Premier ministre Abdallah Hamdok, dont aucune nouvelle n'a été donnée depuis sa capture. Dans la rue et malgré la violence des militaires, les manifestations ne faiblissent pas. Plusieurs syndicats et associations ont appelé à la désobéissance civile dans l'espoir de faire échouer ce coup d'état, tandis que des militants inondent les réseaux sociaux de vidéos de lynchages, d'étudiants et de femmes roués de coup par les soldats, d'humiliation des citoyens soudanais. La situation semble loin de se dégonfler au fur et à mesure que les manifestants s'organisent pour lutter contre ce putsch et que la communauté internationale fait pression sur le général al-Burhane et ses partisans.

International (2/3)

- 7. Un nouvel accord-cadre sur la coopération spatiale a été signé le 26 octobre 2021 par le Dr. Marc Serres, CEO de l'Agence spatiale luxembourgeoise (*Luxembourg Space Agency* ou LSA), et le Dr. Philippe Baptiste, Président du Centre national d'études spatiales (CNES). Le premier accord-cadre signé entre les deux pays en 2009 et arrivé à son terme en 2015 avait permis un partage d'expertise et la création de plusieurs ateliers. Le ministre luxembourgeois de l'Économie, Franz Fayot, a admis que la signature de ce nouvel accord-cadre constitue une suite logique en ce que la France est un acteur majeur de l'espace en Europe. L'accord-cadre servira de base pour renforcer le cadre de coopération, de partage d'expertise et d'échange d'informations entre les deux pays. Il a également pour objectif de développer des activités de coopération concrètes : initiatives de formation pour les étudiants et les chercheurs, activités de communication à l'intention du public non spécialisé, organisation conjointe de séminaires, d'ateliers et de symposiums. En outre, les agences viseront à accroître leur collaboration dans les domaines de l'exploration spatiale et de l'utilisation durable des ressources spatiales. Les deux pays entendent faciliter davantage la coopération entre les agences spatiales, mais aussi entre les instituts de recherche nationaux et les entreprises spatiales du secteur privé.
- 8. Le président ouzbek, Chavkat Mirziyoyev, a remporté l'élection avec plus de 80 % des voix, au terme d'une campagne marquée par l'absence de réelle opposition. Ce dernier, âgé de 64 ans, dirige le pays depuis 2016. Après avoir été Premier ministre durant treize ans, C. Mirziyoyev est arrivé au pouvoir à la mort d'Islam Karimov, premier président (par ailleurs réputé autoritaire) de cette ancienne république soviétique devenue indépendante de Moscou en 1991. C. Mirziyoyev est salué pour avoir aboli le travail forcé, ouvert l'économie et libéré des opposants torturés par son prédécesseur. Mais il a renoué plus récemment avec des habitudes du passé, réprimant plusieurs personnalités critiques. Selon Bakhtiyor Alimdjanov, politiste indépendant basé à Tachkent : « Mirziyoyev veut aujourd'hui montrer à l'Occident qu'il est un réformateur et qu'il tiendra ce rôle jusqu'en 2025. Il promet à Moscou la stabilité politique et de conserver un système laïc. Pour Washington, il retarde l'intégration du pays dans [l'union douanière dominée par Moscou]. A Pékin, il promet un corridor à travers l'Afghanistan ».
- 9. Ce jeudi 28 octobre, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté une résolution unanime sur le Soudan. Après plusieurs jours de discussion, la Russie et la Chine ont accepté de signer un texte amendé, définissant une position commune. Dans la rue, au moins une personne supplémentaire a perdu la vie après des nuits de heurts avec les forces de sécurité. Les manifestants hostiles au coup d'État militaire au Soudan ont réinstallé jeudi 28 octobre des barricades à Khartoum : « Avec la fermeture des télécommunications, ils vont évidemment frapper encore. Là, on est en train de marcher ensemble, c'est possible qu'ils débarquent. Leur problème, ce sont les jeunes. Ils savent que ce sont les forces vives qui mettent le feu aux barricades qui bloquent les rues et qui ont été en première ligne contre el-Béchir. Nous sommes prêts à mourir pour ne pas retourner en arrière » affirment certains militants.

International (3/3)

- 10. Alors que le pays fait face à la sécheresse, des difficultés économiques et les conflits qui se multiplient, des responsables talibans ont chassé de leurs terres des milliers d'habitants, majoritairement issus de la communauté chiite hazara afin de les redistribuer à leurs propres partisans, affirme *Human Rights Watch*. Les membres de cette minorité chiite sont depuis longtemps l'objet de persécutions de la part des talibans. Lors de leur premier passage au pouvoir, entre 1996 et 2001, ils ont été victimes de tueries de masse. Cinq provinces sont concernées : début octobre, le Helmand, situé dans le sud de l'Afghanistan, et le Balkh, au nord, et avant cela, le Daikundi, l'Uruzgan et Kandahar. Selon l'ONG, des personnes associées au gouvernement précédent font aussi l'objet d'expulsions.
- 11. La relation entre les Etats-Unis et Taïwan est depuis longtemps assez ambiguë. Officiellement, le pays ne reconnaît pas formellement l'Etat taïwanais, s'inscrivant dans la lignée de la Chine qui souhaite en prendre le contrôle. Mais d'un autre côté, Washington apporte un soutien militaire à Taipei pour prévenir des potentielles agressions. Le président Biden semble sortir de cette ambiguïté en parlant d'un engagement des Etats-Unis dans la défense de l'île, alors que la rivalité avec la Chine ne fait que croître. Durant le mois d'octobre, plus de 150 survols de l'île par les forces chinoises ont été recensés, dans un contexte d'augmentation des investissements chinois en matière militaire : dans la région, les Etats-Unis semblent ainsi vouloir former une « coalition anti-hégémonique » contre la Chine avec des pays comme le Japon et récemment l'Australie, avec l'alliance AUKUS. De son côté, Pékin se rapproche de Moscou.
- 12. Après des propos du ministre de l'Information libanais critiquant la guerre au Yémen, l'Arabie Saoudite a réagi en rappelant son ambassadeur au Liban et en sommant l'ambassadeur du Liban en Arabie Saoudite de quitter le pays. Avec les récentes avancées vers Marib des rebelles Houthis, proches de l'Iran et du Hezbollah libanais, la position de l'Arabie Saoudite dirigeant la coalition internationale mobilisée contre les Houthis se complexifie.

Opérationnel (1/2)

- 13. Depuis la guerre civile débutée en 2014 et suivie par l'intervention d'une coalition internationale menée par l'Arabie Saoudite à compter de 2015, le Yémen reste une zone de combats entre les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran, et les forces dites loyalistes, soutenues par la coalition internationale. Ces mêmes forces loyalistes comptent de nombreux groupes dans leurs rangs, parmi lesquels on retrouve des séparatistes du sud du pays, soutenus par les Emirats arabes unis. Le président Biden est aujourd'hui plus ferme sur ce conflit, ce qui fait pression sur l'Arabie Saoudite pour tâcher plus que jamais de mettre fin à ce conflit, qui entraîne depuis plusieurs années une situation humanitaire catastrophique. Pourtant, les combats continuent : les Houthis progressent autour de la ville de Marib, le dernier bastion gouvernemental du nord du pays.
- 14. La Task Force Takuba a été mise en place en 2020 et se compose de forces spéciales tirées des armées européennes, participant au conseil et à la formation des unités maliennes et à l'aide à la neutralisation des groupes armés terroristes (GAT) au sein de la bande sahélo-saharienne, en lien avec l'opération Barkhane. Composée de 600 militaires à ce jour, dont 300 français, elle inclut des officiers, des soldats et des matériels venant de la Belgique, de l'Estonie, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République tchèque, du Portugal, de la Roumanie et de la Suède. La Lituanie rejoint donc ces pays avec 30 personnels civils et militaires et un avion de transport tactique C-27J Spartan.
- 15. Dans un contexte de tension régionale, avec notamment les tests de missiles de la Corée du Nord, la présence militaire chinoise en Mer de Chine du Sud, la question Taïwanaise et la présence militaire américaine dans la région, un exercice militaire conjoint de la Chine et de la Russie s'est tenu au large du Japon.
- 16. Le 20 octobre, la base américaine de At Tanf au sud de la Syrie a été la cible d'une attaque coordonnée menée avec des drones et des tirs d'artillerie, ne faisant pas de blessés mais des dommages matériels. Cette base a été établie en 2016 en support à une faction de l'Armée syrienne libre afin d'empêcher toute infiltration de terroriste en Jordanie tout en occupant le secteur stratégique de l'axe Damas-Bagdad. Depuis la proclamation par les forces arabo-kurdes de la fin du califat de Daesh en Syrie (mars 2019), At Tanf est l'une des deux dernières bases américaines dans la zone, et est régulièrement confrontée à des attaques, témoignant d'une lutte inachevée contre les terroristes de l'Etat Islamique et leurs alliés.

Opérationnel (2/2)

- 17. Le samedi 23 octobre, l'aviation russe a mené des raids contre des positions de groupes rebelles et jihadistes dans la province d'Idleb, dans le nord de la Syrie, rapportent l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) et des sources proches de Damas. Ces chasseurs-bombardiers russes ont attaqué des cibles à Jabal al-Zawiya, un fief de rebelles pro-turcs et de jihadistes au sud de la province d'Idleb. L'objectif était de viser les dépôts d'armes et de munitions relevant de Hayat Tahrir al-Cham, l'ancienne branche d'al-Qaïda en Syrie, selon des sources proches de Damas. L'OSDH, basé en Grande-Bretagne, fait état de trois vagues de raids qui n'ont pas fait de victimes. L'artillerie de l'armée syrienne a par la suite pilonné les mêmes régions visées par l'aviation russe. Les violations de la trêve dans la zone de désescalade interviennent dans un contexte de tension entre la Russie et la Turquie, garants du cessez-le-feu dans cette province qui échappe encore au contrôle de Damas. Moscou et Damas ont accusé la Turquie de ne pas respecter ses engagements d'éloigner les rebelles et les jihadistes des abords de l'autoroute M4, qui traverse la Syrie d'ouest en est.

Technologie

- 18. La 22e édition du salon Milipol Paris s'est tenue du 19 au 22 octobre au Parc des Expositions de Paris-Nord Villepinte. Inauguré par le ministre de l'Intérieur, ce salon représente un événement incontournable à la fois pour les Etats (176 délégations officielles) et les entreprises du secteur de la sécurité. L'importance de ce rendez-vous annuel tient aussi bien à sa dimension économique que par son rôle de promotion des industries de sécurité, secteur dans lequel les entreprises françaises détiennent de très forts atouts.
- 19. La doctrine cyber continue de s'étoffer en France. Après avoir partagé des éléments de doctrine militaire de lutte informatique offensive et la politique ministérielle de lutte informatique défensive en 2019, le ministère des Armées a dévoilé une doctrine militaire de lutte informatique d'influence. Faisant le constat que l'information est une arme utilisée en opération, des opérations militaires pourront investir le champ informationnel pour « détecter, caractériser et contrer les attaques ». Il s'agit ainsi d'éviter la propagation de fausses informations ayant pour objectif de saper les efforts militaires français, tout en respectant le droit international. La ministre des Armées a également précisé que ces opérations informationnelles ne seront pas menées sur le territoire national et ne serviront pas à déstabiliser des Etats.